

Communiqué de Presse

Des représentants de syndicats et de travailleurs de toute l'Europe se rassemblent à Bruxelles pour réclamer davantage de démocratie au travail

(Date : 11 octobre 2018)

La liberté, la démocratie et la justice sociale sont des valeurs fondamentales de l'Union européenne. Ces valeurs ancrées dans le modèle social européen que nous défendons ne s'arrêtent pas aux grilles de nos usines, ni aux portes de nos bureaux. Être informés, consultés et participer à toute décision pouvant impacter l'avenir de leur entreprise, de leur emploi et de leur vie est un droit fondamental de tous les travailleurs européens. Or, ce droit reste trop souvent utopique car les travailleurs continuent d'être impliqués uniquement une fois que les entreprises ont pris leurs décisions et ils sont laissés face aux conséquences sociales tragiques des restructurations. Alors que l'UE traverse une période de turbulences sans précédent et que nos industries sont en pleine transformation, des représentants de syndicats et de travailleurs de toute l'Europe se sont réunis à Bruxelles pour interpeler les décideurs politiques européens à propos de leur inaction et leur rappeler qu'il est de leur responsabilité de faire de la démocratie au travail un droit effectif des travailleurs.

En réponse à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES), des représentants de syndicats et des membres de Comités d'entreprise européens qui défendent quotidiennement les intérêts de millions de travailleurs dans les entreprises multinationales, se sont réunis, ce 10 octobre, devant le Parlement européen pour réclamer davantage de démocratie au travail. A cette occasion, l'[Appel européen à davantage de démocratie au travail](#), qui a été signé par plus de 900 personnalités du monde syndical, politique et académique, dont des députés européens, des anciens premiers ministres et des responsables syndicaux, a été remis aux membres du Parlement européen.

Lorsqu'elle est correctement appliquée et respectée, l'implication des travailleurs dans la prise de décision stratégique de leur entreprise aux niveaux local, national et européen joue un rôle crucial dans la protection des droits des travailleurs, dans la pérennité des entreprises et ainsi que dans l'anticipation et la gestion équitables du changement. La démocratie au travail ouvre aussi la voie à la démocratie dans nos sociétés, ce qui est, de nos jours, d'autant plus fondamentale avec la montée du populisme et l'extrémisme de droite.

Toutefois, dans la pratique, le respect à la lettre et à l'esprit de la législation européenne sur l'information, la consultation et la participation des travailleurs n'est pas toujours garanti. Les sanctions ne sont pas suffisamment efficaces ou fortes pour décourager les entreprises de contourner ces droits. Enfin, il est inexplicable qu'au cours des dix dernières années, les décideurs politiques européens, et en particulier la Commission européenne, n'aient pris ou prévu aucune mesure appropriée afin de garantir l'application voire même le renforcement de ces droits. IndustriAll Europe soutient en conséquent pleinement la [nouvelle stratégie de la CES pour davantage de démocratie au travail](#).

« Nos industries traversent une période tumultueuse car elles sont confrontées à de multiples enjeux : transformation numérique rapide, adaptation au changement climatique, mondialisation

Communiqué de Presse

*grandissante et incertitudes politiques (Brexit, prochaines élections européennes...). Les entreprises multinationales dans nos secteurs subissent de ce fait des restructurations continues. **Plus que jamais, notre droit à être impliqué dès les premières étapes des plans de restructuration doit être appliqué et renforcé puisque c'est le seul moyen d'anticiper et de gérer le changement d'une manière socialement responsable** », a déclaré Luc Triangle, Secrétaire général d'industriAll European Trade Union. « Depuis plus de 30 ans, nous soutenons et coordonnons des représentants de syndicats et de travailleurs dans plus de 600 entreprises multinationales, y compris par le biais des comités d'entreprise européens. Forts de cette expérience pratique, nous pouvons affirmer que l'heure n'est plus aux belles lignes directrices ni aux beaux manuels ou à toute autre mesure édulcorée. **Si les décideurs politiques ont la sérieuse intention de rendre effectif et de faire respecter notre droit à avoir voix au chapitre dans les décisions, la seule voie est à prendre est celle d'initiatives légalement contraignantes pour renforcer la démocratie au travail. Cela implique d'apporter des changements substantiels à la Directive sur les CEE, d'améliorer considérablement le paquet sur le droit des sociétés, et enfin d'adopter un cadre horizontal concernant les droits des travailleurs à l'information, à la consultation et à la participation qui doit s'appliquer à toutes les entreprises multinationales utilisant les instruments propres au droit européen des sociétés ».***

Les syndicats européens envisageront d'autres actions dans le cadre de la stratégie de la CES pour davantage de démocratie au travail. Une délégation de responsables syndicaux européens rencontrera la Commissaire Thyssen dans les prochaines semaines afin de lui faire part de nos inquiétudes et de réclamer une réponse politique rapide.

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Aline Conchon, aline.conchon@industrial-europe.eu, +32 22 26 00 54

IndustriAll Europe représente la voix de 7 millions d'hommes et de femmes travaillant à travers les chaînes d'approvisionnement des secteurs manufacturier, minier et énergétique en Europe. Notre volonté est de protéger et promouvoir les droits des travailleurs. Notre fédération européenne regroupe 181 organisations syndicales dans 38 pays européens. Notre objectif est d'être un acteur puissant dans le domaine de la politique européenne vis-à-vis des entreprises européennes, des industries européennes, des associations d'employeurs et des institutions européennes.